

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=RHIS&ID_NUMPUBLIE=RHIS_091&ID_ARTICLE=RHIS_091_0099

Le débat sur Rome capitale (1861-1871) : choix de localisation et achèvement de la construction nationale italienne

par Géraldine DJAMENT-TRAN

| Presses Universitaires de France | Revue historique

2009/1 - n° 649

ISSN 0035-3264 | ISBN 9782130573104 | pages 99 à 118

Pour citer cet article :

— DJAMENT-TRAN G., Le débat sur Rome capitale (1861-1871) : choix de localisation et achèvement de la construction nationale italienne, *Revue historique* 2009/1, n° 649, p. 99-118.

Distribution électronique Cairn pour Presses Universitaires de France .

© Presses Universitaires de France . Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le débat sur Rome capitale (1861-1871) : choix de localisation et achèvement de la construction nationale italienne

Géraldine DJAMENT-TRAN

« Si la signification et l'importance de l'unification nationale sur le plan politique et économique ont été analysées dans leurs aspects variés dans quantité d'études et de recherches, beaucoup moins nombreux sont au contraire les travaux qui abordent la question dans ses aspects territoriaux. »

A. Mioni¹.

Depuis l'époque où l'historien italien A. Mioni écrivait ces lignes, l'étude de la construction nationale italienne a connu de nombreuses avancées dans les domaines politique, social et culturel², mais reste peu étudiée dans une perspective territoriale. Ainsi, tandis que la « question romaine » est bien connue de l'historiographie, le débat italien des capitales qui interfère avec elle au cours de la décennie 1861-1871 se trouve rarement analysé en tant que tel, en

1. « Se il significato e la rilevanza dell'unificazione nazionale sul piano politico ed economico sono stati analizzati nei loro vari aspetti in una quantità di studi e ricerche, molto meno numerosi sono invece i lavori che affrontano la questione nei suoi aspetti territoriali » (*Le trasformazioni territoriali in Italia nella prima età industriale*, Venise, Marsilio Editori, 1976, p. 21). Traduction de l'auteur de l'article, comme pour l'ensemble des citations.

2. Comme en témoignent par exemple la thèse d'État de Catherine Brice (*La monarchie et la construction de l'identité nationale italienne (1861-1911)*, IEP de Paris, 2004, 1 380 p.) et l'ouvrage de référence dirigé par Mario Isnenghi (*I luoghi della memoria. Simboli e miti dell'Italia unita*, Rome-Bari, Laterza, 1996, 637, 595 et 595 p.).

dehors du champ des études romaines³. Pourtant, le choix de localisation de la capitale, dont « la fonction première (...) est d'unifier l'État »⁴, forme une pièce maîtresse dans la formation d'un territoire national, au même titre que la fixation des frontières et la création de circonscriptions administratives. La question de la capitale est posée en Italie dès 1848 : au terme des cinq journées de Milan, l'Assemblée constituante chargée de statuer sur le rattachement de la Lombardie au Piémont hésite entre Turin et Milan. Au fur et à mesure de l'unification, les anciennes capitales⁵ perdent leur statut, tandis que s'amorce une redéfinition de la hiérarchie urbaine. La question éveille également des réminiscences historiques proches (en particulier, Rome seconde capitale honorifique de l'Empire napoléonien) ou lointaines (Rome capitale de l'Empire qui porte son nom).

En outre, le débat parlementaire et d'opinion⁶ constitue un observatoire privilégié des représentations du territoire italien au moment de l'unification et condense les principaux enjeux géopolitiques de la fin du Risorgimento. S'y jouent la direction du processus unitaire et les fondements territoriaux du nouvel État. Ce débat, qui permet de réévaluer l'œuvre politique du dernier Cavour, sera ainsi interprété à l'aune de la compétition entre Risorgimento démocratique et Risorgimento monarchique, puis des tensions territoriales qui traversent l'Italie.

ROME CAPITALE, ENJEU DANS LA COMPÉTITION ENTRE RISORGIMENTO DÉMOCRATIQUE ET RISORGIMENTO MONARCHIQUE

Le débat sur Rome capitale mêlé à la question romaine posée par l'italianisation du cœur des États pontificaux fait intervenir quatre acteurs principaux : la papauté, soutenue par des volontaires catholiques internationaux⁷, la France, les partisans du Risorgi-

3. Federico Chabod, *Storia della politica estera italiana dal 1870 al 1896*, Rome-Bari, Laterza, 1971, vol. 1, 555 p. ; Alberto Caracciolo, *Roma capitale*, Rome, Editori Riuniti, 1957, 309 p. ; Pietro Piovani, *Un secolo da Porta Pia*, Naples, Guida Editori, 1970, 347 p.

4. André-Louis Sanguin, Une capitale pour l'Europe ? Essai prospectif en géographie politique, *L'Espace géographique*, 4, 1978, p. 284.

5. Milan, Parme (capitale de 1814 à 1859), Modène (1815-1859), Lucques (1805-1847), Palerme, Naples (1815-1860), Venise (1815-1866), et enfin Turin et Florence.

6. Les archives sont conservées à Rome à la Biblioteca della Camera dei Deputati et dans le fonds « Roma capitale » de la Biblioteca di Storia Moderna e Contemporanea.

7. Auxquels rend hommage Paul Claudel dans sa pièce *Le Père humilié* (1916).

mento monarchique et les tenants du Risorgimento démocratique. La question des relations entre la papauté, la France du Second Empire, alliée du Piémont-Sardaigne lors de la deuxième guerre d'indépendance mais soutien du pouvoir pontifical, et l'État piémontais puis italien se trouve imbriquée chronologiquement et politiquement avec la question, tout aussi ambivalente, des relations entre Risorgimento démocratique et Risorgimento monarchique.

L'application des thèses de Denis Mack Smith⁸ concernant la compétition entre Risorgimento monarchique et Risorgimento démocratique au débat sur Rome capitale permet de mieux comprendre les vicissitudes du choix de la capitale italienne, de 1861, date de la proclamation de Rome capitale, à 1871, date du transfert effectif de la capitale. Le débat autour de la capitale constitue en effet à la fois un terrain et un enjeu du conflit entre le courant modéré et le courant radical qui se cristallise en 1860 lors de la conquête du sud de l'Italie. Le « machiavélisme pratique » de Cavour y excelle à neutraliser l'action de Garibaldi et à assurer la victoire à terme d'une unification libérale et monarchiste⁹.

Rome capitale : une revendication du Risorgimento démocratique...

Le point de départ réside dans l'affrontement entre le Risorgimento démocratique et la papauté. La remise en cause du pouvoir temporel du pape fait partie du programme des révolutionnaires italiens depuis la jacobine République romaine de 1798¹⁰. Cette option politique est confirmée lors de la révolution de 1831 et prend une dimension emblématique à l'occasion de la République romaine de 1849. À cette date, le refus de Pie IX de participer à la guerre d'indépendance contre l'Autriche met un terme aux espoirs né-guelfes d'unification sous égide pontificale. La revendication d'une « Rome du peuple » trouve un début de réalisation sous le triumvirat de Mazzini, Armellini et Saffi. La résistance garibaldienne face aux troupes françaises du général Oudinot, rapidement reconstruite comme scène héroïque intégrée à la légende garibaldienne¹¹, érige le Janicule en lieu de mémoire de la gauche

8. *Cavour and Garibaldi, 1860: A Study in Political Conflict*, Cambridge, Cambridge University Press, 1954, 458 p.

9. *Ibid.*

10. Mariona Caffiero (dir.), *Roma repubblicana. 1798-1799, 1849, Roma moderna e contemporanea*, IX 1-3, 2001, 383 p.

11. Jérôme Grévy, *Garibaldi*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2001, 379 p.

italienne¹². Rome capitale représente donc au départ un condensé territorial des revendications politiques du Risorgimento démocratique (laïcisation et régime républicain). Pour Mazzini, « Rome affranchie (...), c'est le premier pas vers le rétablissement de la nationalité italienne, sous la seule forme où elle soit désormais possible, la RÉPUBLIQUE »¹³.

Malgré l'échec de la République romaine, l'avancée du Risorgimento démocratique inquiète la classe dirigeante piémontaise, notamment lors de la conquête du sud de l'Italie. L'expédition des Mille menée par Garibaldi témoigne à la fois de la concurrence et de l'alliance entre Risorgimento démocratique et Risorgimento monarchique : Cavour autorise et favorise l'opération militaire. Cependant, Garibaldi, devenu « dictateur » de Sicile, entre en conflit ouvert avec Cavour en juillet 1860, avant de saluer Victor-Emmanuel II comme « roi d'Italie » à Teano le 26 octobre. Les troupes garibaldiennes pénètrent dans le royaume de Naples, bientôt suivies par les troupes piémontaises, qui prennent les Marches et l'Ombrie aux troupes françaises et pontificales en septembre 1860, conquête sanctionnée par le plébiscite du 4 novembre. Dès décembre 1860, mazziniens et garibaldiens organisent des « Comitati di provvedimento per Roma e Venezia », afin de parfaire l'unité territoriale de l'Italie.

... reprise et transformée par Cavour dans un contexte de concurrence exacerbée entre Risorgimento démocratique et Risorgimento monarchique

Le 18 février 1861, le premier Parlement italien siège à Turin, capitale du nouvel État dont le roi est proclamé le 14 mars et le premier gouvernement formé le 23. C'est dans ce contexte marqué à la fois par les progrès de la construction nationale italienne et par l'ambivalence des rapports entre Risorgimento monarchique et Risorgimento démocratique¹⁴ qu'intervient la proclamation de Rome capitale, alors même que les résidus de l'État pontifical échappent à l'Italie. Cette proclamation représente un coup de maître politique de Cavour, qui ne s'est personnellement jamais

12. Un monument aux morts de la République romaine et un monument à Garibaldi y sont respectivement construits en 1879 et en 1895. L'actuel monument aux morts de la République romaine date de 1941.

13. P. 33 du vol. XLI de l'intégrale, vol. XV de la politique.

14. Ambivalence particulièrement illustrée par les slogans utilisés par les Garibaldiens à partir de la bataille de Marsala (20 juillet 1862), qui combattent au cri de « Rome ou la mort » (« O Roma o morte ») précédé de « Victor-Emmanuel et Italie ».

rendu dans la « Ville Éternelle » mais se montre très critique à l'encontre de l'État pontifical.

L'objectif consiste, comme le suggère la correspondance de Cavour¹⁵, à éviter un débordement à gauche. Cavour reprend la revendication démocratique de Rome capitale, mais en vidant ce choix de localisation de son contenu politique initial. Il se fait symboliquement interpeller à la Chambre le 25 mars 1861 par Roberto Audinot, ancien membre de la Constituante romaine de 1849 qui s'était fait l'artisan d'un rapprochement entre la droite et Mazzini. Les discours de Cavour des 25 et 27 mars et du 9 avril 1861¹⁶ tentent d'instaurer un équilibre entre catholiques conservateurs et gauche démocratique. Ils conduisent à un vote largement favorable à Rome capitale, et créent également pour une décennie un clivage politique inédit entre pro- et anti-Romains. Les premiers regroupent la majorité de la Droite historique et la majorité de la gauche. Les anti-Romains sont en majorité des catholiques conservateurs partisans du pouvoir temporel pontifical, ce qui explique la plus forte opposition à Rome capitale rencontrée au Sénat. Cependant, leur chef de file n'est autre que Massimo d'Azeglio, fin connaisseur de l'État pontifical¹⁷ dont les biographes notent l'indifférence religieuse. En outre, Giuseppe Ferrari, l'un des premiers porte-parole du « socialisme risorgimental », se distingue par ses interventions critiques dans le débat des capitales. Ce nouveau clivage tend à estomper l'âpreté des conflits entre Risorgimento démocratique et Risorgimento monarchique. Cependant, cette position de compromis se révèle également lourde de tensions potentielles : à droite, les cléricaux, français et italiens, reprochent au président du Conseil, à l'instar de Toscanelli, de faire la politique de la gauche, tandis que cette dernière veut accélérer la réalisation de l'objectif de Rome capitale.

Cavour a, en outre, assorti de deux conditions la revendication de Rome capitale de l'Italie : l'obtention de l'accord du pape et de la France. Sous-tendues par une prise de position séparatiste, résumée par la célèbre formule « L'Église libre dans un État libre »¹⁸, ces conditions diffèrent *sine die* l'effective localisation romaine de la capi-

15. Pantaleoni souligne dans une lettre à Cavour du 24 juillet 1860 que, si l'avancée des Garibaldiens se poursuit, « la cause italienne des mains du gouvernement passera à celles de la révolution » (« la causa italiana delle mani del Governo passerà a quelle della rivoluzione »).

16. Pietro Scoppola, *I discorsi di Cavour per Roma capitale*, Rome, Istituto di studi romani Editore, 1971, 92 p.

17. En janvier 1846, il a brossé dans *Gli ultimi casi di Romagna* un tableau au vitriol de l'État de Pie IX.

18. « Libera Chiesa in libero Stato. »

tales italiennes. Cavour plaide pour « la plus grande modération » envers la papauté, selon les termes d'une lettre qu'il adresse à Vimercati, ambassadeur d'Italie en France, le 9 mars 1861.

Les négociations cavouriennes pour résoudre la question romaine

À la fin de sa vie, Cavour tente de résoudre la difficile équation qu'il a posée dans ses discours. Il charge Diomède Pantaleoni (1810-1885), médecin originaire de Macerata, conspirateur dans sa jeunesse puis modéré, et le P. Carlo Passaglia, théologien de l'Immaculée Conception, ex-jésuite, professeur au Collegio Romano, de négocier avec le cardinal Antonelli, équivalent du Premier ministre du pape, tandis qu'O. Vimercati tente de traiter avec la France. Cavour cherche à s'appuyer sur la faction modérée des cardinaux¹⁹, à exploiter les divisions de la Curie, tout comme les clivages politiques français. Tandis que la gauche se prononce sous l'égide de J. Favre en faveur de la cause italienne, de même que le prince Napoléon, cousin de l'Empereur et gendre de Victor-Emmanuel II, le Corps législatif dominé par les conservateurs s'oppose à une Rome italienne. Napoléon III cherche pour sa part à quitter la Ville Éternelle. Les enjeux multiscalaires du sort du siège du catholicisme conduisent Cavour à envisager de réunir un Congrès européen sur la question romaine. Les différents acteurs français et italiens proposent plusieurs projets présentant des garanties au pape en échange de son acceptation d'une souveraineté purement nominale. Par exemple, Napoléon III propose au roi d'Italie de devenir le vicaire du Saint-Siège. Mais cette intense activité diplomatique n'aboutit pas. Fin mars 1861, Pantaleoni est exilé de Rome ; le 6 juin, la mort de Cavour intervient en pléines négociations.

L'italianisation de Rome entre voie diplomatique et voie militaire

Cet échec ravive la tension entre Risorgimento démocratique et Risorgimento monarchique. Le conflit ne porte plus sur le choix de la capitale, mais sur les moyens de réaliser l'objectif de 1861. La compétition entre voie diplomatique et voie militaire aboutit à un épisode de guerre civile. La tentative de conquérir Rome au cours

19. D'après le P. Passaglia, les cardinaux sont divisés en trois factions : ceux qui sont prêts à traiter, ceux qui veulent le maintien du pouvoir temporel mais une réforme gouvernementale, et les mystiques et « zelanti » partisans de la lutte contre le roi d'Italie.

de laquelle Garibaldi est blessé se heurte, le 29 août 1862 à Aspromonte (au sud de la péninsule), aux troupes gouvernementales italiennes.

Deux ans plus tard, un nouvel effort diplomatique italien débouche sur la convention de septembre. Signée à Paris le 15 septembre 1864, cette dernière stipule le retrait sous deux ans du corps expéditionnaire français de Rome (effectif en décembre 1866) en échange du respect de l'intégrité du territoire pontifical, de l'autorisation de la constitution d'une armée pontificale et d'une clause d'abord tenue secrète, le transfert de la capitale à Florence dans les six mois. Ce compromis repose sur une ambiguïté diplomatique fondamentale – le transfert de la capitale à Florence signifie-t-il la renonciation à Rome capitale ou une étape en direction de cet objectif ? – qui ravive l'ambivalence du legs cavourien : les conditions posées à Rome capitale n'en invalident-elles pas la possibilité de réalisation ? Le débat parlementaire se fait assez vif. Le député Musolino ironise par exemple sur l'exemple unique de changement de capitale imposé par un gouvernement ami que constitue la convention de septembre²⁰. Le 18 novembre 1864, la convention est adoptée par 317 voix pour, 70 contre et 2 abstentions à la Chambre, et par 134 voix pour et 47 contre au Sénat le 9 décembre.

En 1866, tandis que la victoire prussienne de Sadowa sur les Autrichiens permet à l'Italie d'acquérir la Vénétie, le ministre des Travaux publics Jacini met symboliquement l'Italie à l'heure romaine, en choisissant le méridien de Rome pour unifier l'horaire des gares italiennes²¹.

Le 3 novembre 1867, la dernière grande tentative du Risorgimento démocratique pour conquérir Rome échoue à Mentana aux frontières de l'État pontifical face aux troupes françaises du général Faily.

La victoire finale du Risorgimento monarchique

Seule la défaite française face à la Prusse permet l'entrée dans Rome des troupes du général Cadorna par la brèche de la Porta Pia le 20 septembre 1870, après l'échec de la dernière médiation du comte Ponza di San Martino le 5 septembre. Le 2 octobre 1870, un référendum²² sanctionne l'annexion des provinces romaines à

20. Séance parlementaire du 1^{er} novembre 1864, p. 6606 des actes.

21. Qui suivaient auparavant l'heure de Turin, de Bologne, de Naples, ou de Vérone.

22. Le résultat est sans ambiguïté : 133 000 voix pour, 1 500 contre.

l'Italie. Rome se trouve provisoirement administrée par le lieutenant du roi et général Alfonso La Marmora (9 octobre 1870 - 25 janvier 1871). Le 3 février 1871 est adoptée la loi n° 33 portant sur le transfert de la capitale du royaume de Florence à Rome, transfert officiellement réalisé le 30 juin suivant, peu avant l'installation officielle du roi et du gouvernement (2 juillet) et l'ouverture de la première session romaine du Parlement (27 novembre).

Si les conditions posées par Cavour n'ont finalement pas été respectées, ce qui entraîne le rejet pontifical de la loi des Garanties (13 mai 1871) et la persistance de la question romaine jusqu'aux accords du Latran (11 février 1929), son objectif politique est atteint : le courant mazzinien, dont les tentatives d'insurrection populaire sont étouffées dans l'œuf après 1849, fait paradoxalement figure de grand perdant du 20 septembre.

ROME CAPITALE RÉPONSE AUX TENSIONS TERRITORIALES DE L'ITALIE UNIFIÉE ?

Le choix de Rome capitale constitue donc une réponse aux tensions politiques de l'unification italienne, mais aussi à ses tensions territoriales. Le débat autour de la localisation de la capitale a, en effet, pour enjeu de construire la nation en tant que territoire, espace approprié auquel peuvent s'identifier les Italiens, dont l'unité se trouve doublement menacée par la question méridionale et par un fort polycentrisme.

Un débat où se lit la prise de conscience de la question méridionale

Le débat sur Rome capitale forme un observatoire de la prise de conscience naissante de la « question méridionale », juste avant les enquêtes fondatrices réalisées par les Toscans L. Franchetti et S. Sonnino sur le Royaume de Naples (1874) puis sur la Sicile (1876), et les *Lettere meridionali* de l'historien Pasquale Villari (1875).

L'opposition entre nord et sud de l'Italie est perçue à la fois dans sa dimension politique et dans sa dimension économique. Du point de vue politique, les orateurs italiens se réfèrent à la guérilla bourbonienne dirigée de Rome, où François II, ex-roi du Royaume des Deux-Siciles, s'est réfugié, que certains historiens ont pu interpréter

comme une véritable guerre civile²³. Ainsi le sénateur Vacca qualifie-t-il Rome de « nouvelle Coblenz »²⁴. Du point de vue économique, plusieurs appels sont lancés en faveur du développement du Mezzogiorno. L'urgence est renforcée par l'effondrement du tissu artisanal et proto-industriel du Sud face à la concurrence des industries du Nord dans le cadre de la constitution d'un marché national et de la suppression des barrières douanières.

Si le débat sur Rome capitale ne fournit pas de véritable analyse du dualisme italien, son déroulement est infléchi par la conscience partagée d'une menace géopolitique pesant sur l'achèvement de l'unification italienne. Le député G. Ricciardi résume l'importance de la question : « De la bonne situation et de la forte organisation, tant civile que militaire, des provinces méridionales, dépend en très grande partie la réalisation de l'entreprise italienne. »²⁵ L'enjeu du choix de la capitale réside donc, suivant les termes de Cavour, dans la « complète fusion morale des (...) provinces méridionales »²⁶, nécessaire à l'achèvement de la construction nationale italienne.

*La nécessité de quitter Turin
ou comment dissimuler la « piémontisation » de l'Italie*

Cette contrainte conduit négativement au choix de quitter Turin. Le rejet de la capitale du royaume moteur de l'Unité découle d'une volonté de dissimuler la « piémontisation » du pays²⁷, qui se

23. Massimo Viglione, *L'identità ferita : il Risorgimento come rivoluzione e la guerra civile italiana : contributo per una ripresentazione della storia nazionale*, Milan, Ares, 2006, 279 p.

24. « Nuova Coblenz » (séance parlementaire du 9 avril 1861).

25. « Dal buon assetto e dal forte ordimento, sia civile, che militare, delle provincie meridionale, dipende in grandissima parte il compimento dell'impresa italiana » (1864, p. 27 des Actes parlementaires).

26. « Completa fusione morale delle (...) province meridionali » (séance au Sénat du 9 avril 1861).

27. En 1862, le député Ubaldino Peruzzi suggère : « Je crois que non pas par la faute de qui que ce soit mais par nécessité, il soit très difficile de donner à l'administration une orientation strictement, largement et entièrement italienne tant que le siège du gouvernement se trouvera ici » (« credo che non per colpa d'alcuno, ma per necessità di cose, sia difficilissimo dare all'amministrazione un indirizzo, schiettamente, largamente, interamente italiano finché la sede del Governo sia qui »). Le député Ferrari disait, quant à lui, de Victor-Emmanuel : « À Florence il ne sera plus le roi de Turin, comme il l'est en apparence, mais il sera vraiment le roi d'Italie » (« A Firenze non sarà più il Re di Torino, come lo è in apparenza, ma sarà veramente il Re d'Italia » (séance du 9 novembre 1864, p. 6546)). Le sénateur Durando expose clairement : « Savez-vous ce que signifie la capitale à Turin aux yeux des Italiens ? Cela signifie la conquête. Savez-vous ce que signifie la capitale à Florence ? Cela signifie la liberté, cela signifie le choix » (« Sapete cosa vuol dire la capitale a Torino agli occhi degli italiani ? Vuol dire la conquista. Sapete cosa vuol dire il trasferimento a Firenze ? Vuol dire la libertà, vuol dire la scelta » (séance du 1^{er} décembre 1864, p. 2040)).

manifeste à la fois sur le terrain militaire et sur le terrain juridique. Le député G. Ricciardi critique « Turin où le gouvernement n'aura vraiment jamais un aspect véritablement italien aux yeux des multitudes (...) italiques »²⁸. Le député libéral Domenico Berti (1820-1897) théorise la dualité entre capitale d'indépendance et capitale civile : « La capitale de l'indépendance est bien différente de la capitale organique qu'un peuple se choisit quand ce peuple a complètement déployé sa vie. »²⁹ Le ministre de l'Intérieur Lanza renchérit au Sénat : « Il n'était ni politiquement ni administrativement possible de conserver la capitale à Turin » car « cela aurait pu être considéré comme une absorption des autres parties de l'Italie, plutôt que comme son unification intégrale »³⁰. À la capitale subie est opposée la « capitale d'élection »³¹.

La localisation de la capitale, vitrine du territoire national tout entier, est ainsi érigée en enjeu symbolique pour les rapports Nord-Sud. Concession nécessaire aux méridionaux, le départ de Turin, capitale historique de la dynastie de Savoie, ne va pas sans poser problème : à l'annonce du départ de la capitale à Florence, Turin connaît de graves troubles (les émeutes de Piazza San Carlo) qui causent, le 23 septembre 1864, 26 morts et une soixantaine de blessés et entraînent la chute du ministère Minghetti (22 mars 1863 - 27 septembre 1864). Cette crise urbaine et politique trouve un écho peu de temps après l'installation du gouvernement à Rome, à l'occasion de l'enterrement de Victor-Emmanuel II (décédé le 9 janvier 1878). La Commission mise en place le jour même par le Conseil municipal de Rome pour organiser les funérailles royales se trouve en effet confrontée à des propositions en faveur de la nécropole historique de la maison de Savoie, Superga³². Cependant, dès le soir, Crispi fait une vigoureuse intervention en Conseil des ministres en faveur d'un enterrement à Rome : il s'agit de montrer la ville comme la nouvelle capitale de tous les Italiens et de signifier au pape l'irréversibilité du processus unitaire. Le lendemain soir, le Conseil municipal de Rome demande explicitement l'enterrement du roi

28. « Torino, dove il governo non avrà mai e poi mai aspetto veramente italiano agli occhi delle moltitudini (...) italice » (*Napoli capitale*, Naples, Stamperia del Popolo d'Italia, 1864, p. 11).

29. « La capitale della indipendenza è ben diversa dalla capitale organica che un popolo si sceglie, quando questo popolo ha esplicata interamente la sua vita » (séance du 14 novembre 1864, p. 6616).

30. « Non era nè politicamente nè amministrativamente possibile di conservare la capitale a Torino » car « ciò potesse piuttosto considerarsi come un assorbimento delle altre parti d'Italia, che non una completa sua unificazione » (*ibid.*).

31. Pour reprendre les termes employés par Cadorna au Sénat en 1864.

32. Umberto Levra, *Fare gli Italiani. Memoria e celebrazione del Risorgimento*, Turin, Comitato di Torino dell'Istituto per la storia del Risorgimento italiano, 1992, 463 p.

dans la « Ville Éternelle ». Lors du débat qui a lieu au Conseil municipal de Turin le 12 janvier suivant, révélateur de la lutte entre identité piémontaise et identité italienne³³, le vieux Turinois Federico Sclopis se bat en vain pour la continuité dynastique qui implique un enterrement à Turin. L'inhumation du « Gran Re » au Panthéon, basilique antique transformée en église, devenue nécropole des grands artistes de la Renaissance pour abriter enfin le culte de la nation, symbolise la Troisième Rome. Le débat sur la sépulture royale fait donc rejouer le débat autour de la capitale.

L'élimination de Turin s'accompagne du rejet d'autres candidatures urbaines septentrionales, envisagées par certains protagonistes pour faciliter les échanges avec l'Europe. Les députés Petrucelli, Sineo et Tecchio font respectivement en 1864 des propositions en faveur de Gênes, capitale portuaire digne d'un pays méditerranéen, Milan, métropole économique à la terminaison de ce que nous nommons aujourd'hui la dorsale européenne, et même Brescia.

Rome capitale « charnière »

Inversement, de nombreux méridionaux plaident en faveur de Naples capitale provisoire ou définitive. Par exemple, le député de droite Boggio (1827-1866) plaide en faveur de la capitale historique du Mezzogiorno comme capitale de mission, en vue du développement italien. Il voit dans ce choix un remède au bourbonisme et argumente en faveur de l'effet d'entraînement assuré par la capitale en vue d'une révolution sociale et économique³⁴. Mais la classe poli-

33. Pour Tommaso Villa, « Si Victor-Emmanuel fut le dernier roi de Sardaigne, il fut aussi le premier roi d'Italie, et nous sommes aujourd'hui devant un fait grave, la prédominance du sentiment national. Victor-Emmanuel a donné Rome aux Italiens, il est entré à Rome avec l'Italie. C'est pourquoi il convient de laisser Rome élever un splendide mausolée à qui l'a rachetée » (« Se Vittorio-Emanuele fu l'ultimo re di Sardegna egli fu pure il primo re d'Italia, e la cosa ora sta davanti ad un fatto grave, il predominio cioè del sentimento nazionale. Vittorio-Emanuele ha dato Roma agli Italiani, è entrato a Roma coll'Italia. Di qui la convenienza di lasciare che Roma elevi uno splendido mausoleo a chi la redense », *ibid.*, p. 30).

34. « Le transfert de la capitale à Naples pouvait avoir une haute signification politique, et une grande utilité pratique. La capitale à Naples serait le coup de grâce au bourbonisme qui sans cesse reflleurit. (...) Et il n'y a pas à douter que le fait d'avoir le siège du gouvernement faciliterait cette tâche difficile mais grande, profitable et glorieuse. Elle la faciliterait parce que l'impulsion et l'aide préventive sont nécessaires à cette révolution sociale et économique ; et une telle impulsion et une telle aide eussent été plus rapides et efficaces si Naples avait été la capitale du royaume » (« Il trasporto della capitale a Napoli poteva avere un'alta significanza politica, ed una grande utilità pratica. La capitale a Napoli sarebbe il colpo di grazia al borbonismo, che sempre ripullula. (...) E non è a dubitare che lo avere la sede del Governo in Napoli agevolerebbe assai l'arduo ma grande, e proficuo, e glorioso compito. Lo agevolerebbe perchè è necessario a quella rivoluzione sociale ed economica l'impulso e l'aiuto preventivo ; e tale impulso ed aiuto avrebbesi assai più pronto ed efficace, quando Napoli fosse la capitale del regno » (séance du 15 novembre 1864, p. 6644)).

tique piémontaise considère Naples trop au sud... L'argument de la centralité géométrique porté par des métaphores organicistes dissimule la recherche d'un compromis géopolitique dans un contexte de domination politico-économique du Nord.

Le débat italien de la capitale se focalise donc autour de l'Italie centrale. Tandis que des acteurs secondaires envisagent la désignation de Pérouse, au centre de la péninsule, ou de Corese, sur la frontière des États pontificaux, voire la fondation d'une ville nouvelle à la frontière des États pontificaux³⁵, Florence rassemble à partir de 1864 les suffrages des anti-Romains. Le Conseil des ministres la préfère à Turin et à Naples lors de la négociation de la convention de septembre pour des raisons stratégiques³⁶. Située plus au sud que Turin, ville au passé historique glorieux, berceau de la langue italienne, elle apparaît en outre comme une alternative crédible à Rome. Le sénateur Jacini propose, quant à lui, de partager les fonctions entre Rome capitale nominale et Florence capitale effective.

La correspondance de Cavour témoigne du choix d'une capitale « charnière » ; Pantaleoni lui écrit, le 27 novembre 1860 : « Il serait bien malaisé sans Rome de tenir ensemble le nord et le sud de la péninsule. »³⁷ D'autres arguments géopolitiques militent également en faveur de la Ville Éternelle.

Les tensions interurbaines créées par l'unification italienne

Le polycentrisme du « pays aux cent villes » constitue le second problème territorial posé par l'unification et par la désignation d'une capitale.

Si le terme technique n'est pas utilisé à l'époque en Italie (l'adjectif date, d'après le *Dizionario della lingua italiana* de Francesco Sabatini et Vittorio Coletti, de 1875, et le nom, de 1963) comme en France, la question des avantages et des inconvénients du fait polycentrique est soulevée à plusieurs reprises³⁸. Ainsi, le député Berti

35. Le cavalier Biagio Caranti intitule son projet « la nuova Roma », ville nouvelle capitale administrative appelée à fonctionner en symbiose avec la Ville Éternelle (Turin, Tipografia degli eredi Botta, 1862, 21 p.). Caranti insiste sur la nécessité de confier, pour éviter toute jalousie municipale, l'édification de la ville à toutes les grandes villes italiennes, chacune se voyant attribuer un quartier.

36. Leopoldo Sandri (a cura di), *Roma capitale nei verbali del Consiglio dei ministri del Regno d'Italia (1861-1870)*, Rome, Istituto di Studi Romani Editore, 1973, 112 p.

37. « Sarebbe ben malagevole senza Roma tenere insieme e il nord e il mezzodi della penisola ». NB : La correspondance de Cavour se partage entre l'italien et le français.

38. Ainsi le sénateur Amari se félicite-t-il que, « par chance pour notre patrie, nous n'avons pas une, pas deux grandes villes splendides, florissantes, qui s'enorgueillissent de leurs monuments et de leurs grands faits historiques » (« per ventura della nostra patria, non una abbiamo, non due

propose une interprétation « polycentrique » de la géographie de son pays : « L'Italie a son centre philologique, qui est Florence ; elle a son centre religieux, qui est Rome ; elle a son centre politique et militaire, qui est le Piémont et les Alpes. »³⁹ La question recoupe un débat historique : les uns insistent sur un passé municipal glorifié, tandis que les autres dénoncent une tradition campaniliste.

Par-delà ce débat, le polycentrisme italien complique le choix de la capitale, qui donne lieu à une comparaison des atouts et des inconvénients des grandes villes italiennes. Des arguments démographiques, géographiques, économiques, urbanistiques, esthétiques et historiques sont convoqués, à côté de stéréotypes urbains et de l'évocation déterministe et raciale du caractère des populations ou de l'esprit des peuples. En effet, l'unification territoriale crée des problèmes de reconversion pour les « capitales perdues »⁴⁰. Dans ce contexte de compétition interurbaine exacerbée, les arguments historiques jouent un rôle déterminant, non seulement attribuable à la culture classique de la classe dirigeante italienne (un débat structuré par la référence à Tite-Live s'organise, par exemple, autour des mérites de la situation de Rome), mais aussi au rôle crucial de la reconstruction de l'histoire dans le processus de construction nationale⁴¹. L'Italie, perçue comme une ancienne nation quoique jeune État, une terre d'histoire que Scialoja, rapporteur au Sénat du projet de loi acceptant le plébiscite de 1871 sur le rattachement des États pontificaux à l'Italie, oppose aux pays neufs⁴², se choisit une capitale historique.

città grosse splendente, fiorenti, orgogliose per monumenti e per grandi fatti storici » (séance du 23 janvier 1871, p. 126). M. d'Azeglio fait de même : « Je considère comme une très grande chance pour l'Italie de se trouver matériellement formée de sorte que la population riche, cultivée et indépendante n'ait pas lieu de s'agglomérer tout entière en un même point. Je n'ai jamais vu les avantages des grandes capitales, et il me semble en voir les nombreux inconvénients » (« Io considero come una grandissima fortuna per l'Italia il trovarsi materialmente formata in modo che la popolazione ricca, colta ed indipendente non abbia motivi d'agglomerarsi tutta su un medesimo punto. Non ho mai veduto i vantaggi delle grandi capitali, e mi pare di vederne i molti inconvenienti » (*Questioni urgenti*, Florence, G. Barbèra Editore, 1861, p. 48)). Pantaleoni écrit en revanche à Cavour le 12 juin 1860 : « Comment prétendre que Naples pût se soumettre à Turin, ou Turin, Milan et Florence à Naples ? »

39. « L'Italia ha il suo centro filologico, che è Firenze, ha il suo centro religioso, che è Roma, ed ha il suo centro politico e militare, che è il Piemonte e le Alpe » (séance du 14 novembre 1864, p. 6612).

40. Cesare de Seta (dir.), *Le città capitali*, Rome-Bari, Laterza, 1985, 284 p.

41. Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales. Europe, XVIII-XX^e siècle*, Paris, Le Seuil, « Points », 2001, 307 p.

42. « Si nous étions aujourd'hui, Messieurs, sur une terre vierge, si nous ne traitions pas de l'Italie dont les régions ont chacune une histoire, si nous ne traitions pas d'un vaste royaume qui a tant de glorieuses villes, si, au lieu d'être dans l'année où nous parlons, nous étions à la fin du siècle dernier et que nous nous trouvions en Amérique, avec devant nous quelques colonies fraîchement libérées et privées d'histoire propre, dotés d'une histoire assez brève et récente ; alors nous pourrions,

Rome capitale historique

La Ville Éternelle occupe une place privilégiée dans cette entreprise. Déjà pour le néo-guelfe Vincenzo Gioberti proposant en 1846 dans *De la primauté civile et religieuse des Italiens* un projet de confédération italienne autour de Rome, les Italiens étaient « les enfants de la Rome antique ». La reconstruction de l'histoire romaine comme histoire matricielle de l'Italie se manifeste chez Mazzini, qui en appelle⁴³, sous une forme messianique, à la « Rome du peuple », Troisième Rome succédant à la « Rome des empereurs » et à la « Rome des papes ». La Rome antique est perçue comme la cause lointaine de l'unité des provinces italiennes.

Cavour reprend le cercle (chrono-)logique entre l'italianité de Rome et la romanité de l'Italie pour la double fonction idéologique qu'assume cette reconstruction de l'histoire téléologique⁴⁴ qui fait de la « Ville Éternelle » à la fois l'origine et l'aboutissement de l'Unité. Sur le long terme, elle enracine la revendication d'un État italien dans une lignée historique glorieuse. Sur le moyen terme, elle dissimule la « piémontisation » de l'Italie.

Quelques années plus tard, lorsque Q. Sella déclare : « Nous sommes Italiens en vertu de Rome, parce que, si le sacré nom de Rome n'avait pas existé, les multiples mésaventures, les multiples marques d'hostilité qu'a connues l'Italie l'auraient brisée ; ce fut Rome qui la tient vivante. (...) Nous devons nous unir tous dans la pensée de notre capitale, qui est celle qui a fait l'Italie »⁴⁵, il joue

me semble-t-il, aller minutieusement à la recherche et analyser quelle ville sous l'aspect du climat, ou du lieu, ou sous tout autre aspect ou topographique ou géographique ou politique, pourrait être préférable aux autres pour devenir siège du gouvernement » (« Se noi oggi, o Signori, fossimo in terreno vergine, se non si trattasse dell'Italia le cui parti hanno ciascuna una istoria, se non si trattasse di un vasto regno che ha tante gloriose città se, invece di essere nell'anno in cui parliamo, fossimo alla fine del secolo scorso, e ci trovassimo in America, avendo dinanzi a noi parecchie colonie di fresco liberate e prive di una storia propria e aventine una assai breve e recente ; allora potremmo, mi sembra, andare ricercando minutamente e per via di analisi qual è la città, che sotto il rispetto del clima, o del luogo, e sotto gli altri riguardi o topografici, o geografici, o politici, potrebbe essere preferibile alle altre per diventare la sede del Governo » (séance du 24 janvier 1871, p. 140)).

43. Notamment dans son discours du 6 mars 1849, date de sa présentation à l'Assemblée constituante de la République romaine.

44. En témoigne son discours du 25 mars 1861 : « Toute l'histoire de Rome du temps des Césars jusqu'au jour d'aujourd'hui est l'histoire d'une ville dont l'importance s'étend infiniment au-delà de son territoire, d'une ville pour ainsi dire destinée à être la capitale d'un grand État » (« Tutta la storia di Roma dal tempo dei Cesari al giorno d'oggi è la storia di una città la cui importanza si estende infinitamente al di là del suo territorio, di una città, cioè, destinata ad essere la capitale di un grande Stato »).

45. « Siamo italiani per virtù di Roma, perchè se non fosse il sacro nome di Roma, le tante sventure, le tante ostilità che ebbe l'Italia l'avrebbero spezzata, l'avrebbero annullata ; fu Roma che la tenne viva. (...) Dobbiamo unirli tutti nel pensiero della nostra capitale, che è stata quella che ha fatto l'Italia » (*ibid.*, p. 310).

habilement sur une superposition des temporalités de référence, substituant implicitement une histoire ancienne mythifiée (la Rome antique a fait l'Italie) à une histoire récente (l'Italie a fait Rome capitale). Ce roman national fonde la prétention des partisans de Rome à promouvoir la capitale « naturelle » et « nécessaire » de l'Italie. Le discours de 1861 de Cavour, qui déclare : « Sans Rome capitale d'Italie, l'Italie ne peut se constituer »⁴⁶, donne de l'autorité à cette naturalisation légitimante du choix de localisation de la capitale.

Rome capitale neutre

Les anti-Romains cherchent à battre en brèche ce que le sénateur de droite Jacini nomme le « dogme » de Rome capitale en déployant trois stratégies à la fois complémentaires et contradictoires. La première consiste à se placer sur le terrain de l'adversaire en opposant à la Ville Éternelle une autre capitale, historique, de surcroît « charnière » crédible : Florence. La critique de l'histoire romaine et notamment du despotisme impérial puis pontifical, par Massimo d'Azeglio⁴⁷, s'accompagne d'un panégyrique de l'histoire florentine, en particulier de sa Renaissance. La deuxième stratégie des anti-Romains consiste à souligner la discontinuité entre l'Antiquité et l'époque contemporaine. La troisième et dernière nie l'importance des critères historiques de localisation de la capitale, au profit de la promotion de critères territoriaux. La dénonciation par Massimo d'Azeglio d'un « effet rhétorico-classique »⁴⁸ donne lieu à une « querelle des Anciens et des Modernes » dans laquelle paradoxalement les conservateurs refusent le retour au passé. L'opposition est théorisée dès 1861 par les chefs de file des deux camps. Tandis que Cavour disqualifie les critères de localisation géographique de la capitale au profit des « circonstances historiques, intellectuelles, morales », Massimo d'Azeglio revendique un réalisme géopolitique⁴⁹. Deux conceptions de la nation s'affrontent donc dans

46. « Senza Roma capitale d'Italia, l'Italia non si può costituire » (Pietro Scoppola, *I discorsi di Cavour...*, *op. cit.* (n. 16), p. 41).

47. *Questioni urgenti*, *op. cit.* (n. 38).

48. « Effetto rettorico-classico » (*ibid.*, p. 44).

49. Pour Cavour, « la question de la capitale ne se résout pas, Messieurs, pour des raisons de climat, ni de topographie, ni pour des raisons stratégiques ; si ces raisons avaient dû influencer le choix de la capitale, certainement Londres ne serait pas capitale de la Grande-Bretagne, et peut-être Paris ne serait pas non plus capitale de la France. Le choix de la capitale est déterminé par de grandes raisons morales. C'est le sentiment des peuples qui décide des questions qui lui sont relatives. Aujourd'hui, Messieurs, c'est à Rome que concourent toutes les circonstances historiques,

le débat sur Rome capitale : une conception historique (soudier la nation autour de l'incarnation de l'histoire nationale) et une conception géographique (fonder la nation sur une centralité forte). La puissance et de l'image et de l'histoire romaines (l'ambiguïté entre le toponyme et la référence chronologique se révèle ici pleinement opératoire) est convoquée pour mettre fin aux conflits – dont témoigne une « guerre » des opuscules – entre provinces et entre les villes d'une Italie à l'unité fragile, conformément à la logique mazzinienne : « Les petites disputes, les petits conflits, les fluctuations que nous voyons se reproduire dans les autres pays (...) disparaissent devant la grandeur du nom de Rome. »⁵⁰ Notons que le débat sur Rome capitale est sous-tendu par un net déterminisme géographique : les protagonistes postulent que la localisation de la capitale peut influencer l'évolution géopolitique du pays, ce que conteste radicalement le député Musolino en 1864⁵¹.

intellectuelles, morales qui doivent déterminer les conditions de la capitale d'un grand État » (« La questione della capitale non si scoglie, o signori, per ragioni né di clima, né di topografia, neanche per ragioni strategiche ; se queste ragioni avessero dovuto influire sulla scelta della capitale, certamente Londra non sarebbe capitale della Gran Bretagna, e forse nemmeno Parigi lo sarebbe della Francia. La scelta della capitale è determinata da grandi ragioni morali. E il sentimento dei popoli quello che decide le questioni ad essa relative. Ora, o signori, in Roma concorrono tutte le circostanze storiche, intellettuali, morali, che devono determinare le condizioni della capitale di un grande Stato » (Pietro Scoppola, *I discorsi di Cavour...*, op. cit. (n. 16), p. 40-43)). Au contraire, pour d'Azeglio, « ce ne sont pas ce qu'on décrète qui crée les capitales, mais ce qui est nécessaire et ce qui convient, déduit de faits réels et tangibles. (...) La première nécessité est actuellement qu'un gouvernement ne soit pas exposé à des pressions extralégales. (...) Et cela sur le plan moral. Sur le plan matériel, il est nécessaire que le siège d'un gouvernement soit sain, habitable en tout temps, d'accès aisé, facile à défendre, facile à approcher. Peut-on affirmer que ces conditions soient réunies à Rome ? » (« le capitali non le creano i Decreti, bensì la necessità e la convenienza, desunte da fatti veri ed esistenti. (...) Prima necessità in oggi è un Governo non sia esposto a pressioni extra legali. (...) E ciò per la parte morale. Per la materiale è necessario che la sede di un Governo sia sana, abitabile in ogni tempo, di comodo accesso, di facile difesa, e di facili approcci. Può egli affermarsi che queste condizioni si riuniscano a Roma ? » (*Questioni urgenti*, op. cit. (n. 38), p. 45-46)).

50. « Le piccole gare, i poccoli dissidii, le fluttuazioni che vediamo riprodursi negli altri Paesi (...) sfumino davanti alla grandezza del nome di Roma » (Discours prononcé à la séance du 10 mars 1849 de l'Assemblée constituante romaine sur la mission du gouvernement face à la situation politique italienne). Sur l'image de Rome, voir Andrea Giardina, André Vauchez, *Rome, l'idée et le mythe du Moyen Âge à nos jours*, Paris, Fayard, 2000, 222 p.

51. « Sans changer de capitale, pour bien gouverner savez-vous ce que vous devez faire ? Changez le système et vous gouvernerez l'Italie non seulement de Turin, mais de Pékin. Vous ne voulez pas changer de système ? Il est inutile de changer de capitale. Avec le même système, où que vous alliez vous gouvernerez toujours aussi mal le pays. Et le député Brofferio disait à juste titre qu'ici ce mauvais système se nomme *piémontisme* parce que nous sommes à Turin capitale du Piémont, mais en allant en Toscane il s'appellera *toscanisme*, à Naples *napolitainisme*, à Rome *romanisme* » (« Senza cambiar capitale, per governare bene sapete che cosa devete fare ? cambiate il sistema, e governerete l'Italia nonchè da Torino, da Pechino. Non volete cambiare sistema ? È inutile cambiare la capitale. Col medesimo sistema dovunque andrete s'governerete sempre egualmente il paese. E ben diceva l'onorevole Brofferio che qui questo cattivo sistema si chiama *piemontismo* perchè siamo in Torino capitale del Piemonte, andando in Toscana si chiamerà *toscanismo*, a Napoli *napolitanismo*, a Roma *romanismo* »).

La candidature romaine finit également par s'imposer du fait de sa neutralité, pour reprendre le terme du sénateur Ponza di San Martino⁵². Le député Ferrari ironise sur la logique de capitale neutre (« Pour sûr, Rome ne menace aucune capitale italienne : ni Naples, quatre fois plus grande, ni Turin, deux fois plus grande, ni Milan également deux fois plus grande ; ni aucune autre ville. Toutes s'inclinent avec humilité et, dirais-je également, avec hypocrisie devant Rome »), qu'il théorise : « Les capitales sont de différente nature : les unes règnent à cause de leur force, de leur prépondérance ; les autres, au contraire, tirent leur raison d'être de leur propre faiblesse. »⁵³ Paradoxalement, comme l'a montré A. Caracciolo⁵⁴, le choix italien en faveur de Rome découle également de la faible centralité démographique et économique de la capitale des États pontificaux, ville d'Ancien Régime à la fin du XIX^e siècle. Le rejet de Naples, qui domine la hiérarchie urbaine italienne de son demi-million d'habitants, découle lui aussi du refus d'une capitale trop puissante, inadaptée à l'héritage polycentrique italien. Des acteurs mineurs du débat envisagent la fondation d'une ville nouvelle, capitale neutre par excellence. En outre, les intérêts sous-jacents des industriels du nord de l'Italie peuvent s'accommoder d'une capitale politique à Rome, tandis que Turin s'industrialise après le départ du siège du gouvernement.

La question sous-jacente du fédéralisme

Dans ces conditions, le débat autour du centralisme et du fédéralisme se manifeste dans le débat italien de la capitale. Ce dernier se déroule parallèlement à la victoire des centralisateurs, comme

52. « Rome est par nature une ville neutre plus que toute autre » (« Roma è per sua natura una città neutrale più di tutte » (séance du 23 janvier 1871, p. 129)).

53. « Al certo, Roma non minaccia nessuna capitale italiana : nè Napoli, quattro volta superiore ; nè Torino, due volte superiore ; nè Milano equalmente due volte superiore ; nè alcuna altra città. Tutti s'inclinano umilmente e, direi anche, ipocritamente verso Roma » (séance du 26 mars 1861, p. 307) ; « Le capitali sono di varia natura : le une regnano a causa della loro forza, della loro preponderanza ; le altre, al contrario, prendono la loro ragion d'essere nella loro propria debolezza » (*ibid.*, p. 306).

54. « Rome (...) devint capitale de l'Italie non parce qu'elle avait une position économique dominante dans le pays, ni parce qu'elle exprimait une classe dirigeante d'avant-garde. Si elle fut dite "capitale naturelle" de la nation, ce ne fut certes pas dans le sens typique que cette phrase peut avoir pour Paris ou pour Londres. À cause de tout autres circonstances (...) cette ville, qui n'était ni grande matériellement, ni forte politiquement, eut à devenir capitale du nouvel État » (« Roma (...) divenne capitale d'Italia non perché avesse una posizione economica dominante nel paese, nè perché esprimesse una classe dirigente d'avanguardia. Se fu detta "capitale naturale" della nazione, ciò non fu certo nel significato tipico che questa frase può avere per Parigi o per Londra. A causa di tutt'altre circostanze (...) questa città, non grande materialmente ne politicamente forte, ebbe a diventare capitale del nuovo Stato » (*Roma capitale, op. cit.* (n. 3), p. 34)).

l'illustrent les décrets Ricasoli d'octobre 1861 et la loi d'unification administrative de mars 1865 qui généralisent à l'Italie les institutions sardes. Alors que l'État piémontais prend pour référence la France jacobine, plusieurs parlementaires considèrent cette organisation géopolitique comme inadaptée à une Italie faite d'une multitude d'anciens États. Au moment de la formation du royaume d'Italie, la correspondance de Cavour révèle, face aux disparités territoriales, une hésitation entre fédération et État unitaire. Le député Ferrari, ami de Proudhon, farouche adversaire de l'Unité qu'il assimile à une dénationalisation et partisan d'une confédération, insiste dans les *Lettere politiche* (1869) sur le fait qu'il est plus opportun de donner une structure fédérale à l'Italie que de poursuivre le débat sur Rome, « à réduire au statut de chef-lieu de sa région »⁵⁵. Ses références au modèle américain découlent d'une idéologie anti-urbaine qui se manifeste dans le refus du modèle parisien de capitale forte, associée au repoussoir biblique de Babylone⁵⁶.

CONCLUSION

Au total, le choix de Rome capitale de l'Italie dans le contexte troublé de la question romaine et de fortes tensions centrifuges s'explique par une triple logique géopolitique. La désignation de Rome, choix spatial du Risorgimento démocratique vidé de son contenu politique, contribue sous l'égide du dernier Cavour à la victoire du Risorgimento monarchique. Le choix d'une capitale historique cherche à fonder la construction nationale italienne sur une reconstruction de l'histoire commune. Le choix d'une capitale « charnière » confie à la capitale le soin d'articuler les deux moitiés d'un pays très disparates socialement, économiquement et culturellement.

Rome fait ainsi doublement figure de capitale de compromis : compromis politique entre Risorgimento démocratique et Risorgimento monarchique, compromis géographique entre Nord et Sud. Cependant, ces concessions superficielles dissimulent la victoire du Risorgimento monarchique et la victoire du Nord. Ces ambiguïtés pèsent sans doute sur l'évolution des relations entre la capitale et le

55. « Da ridursi al capoluogo della rispettiva regione. »

56. « Il fut répété mille fois que nous ne voulons pas une Paris italienne, nous ne voulons pas une Rome italienne ; personne n'a jamais imaginé fonder une nouvelle Babylone sur le Tibre, personne n'en a rêvé » (« Mille volte fu ripetuto non vogliamo una Parigi italiana, non vogliamo una Londra italiana ; nessuno ha mai immaginato di fondare una nuova Babilonia sul Tevere, nessuno ne lo è sognato » (séance parlementaire du 9 novembre 1864, p. 6540)).

territoire italien après le débat. Une fois devenue italienne le 20 septembre 1870 puis officiellement capitale le 30 juin 1871, Rome fait l'objet d'une politique confirmant les options prises lors du débat de la décennie 1861-1871. Le choix d'une capitale historique se manifeste dans la politique urbanistique menée par les Italiens, frappée au sceau d'un réemploi systématique. En témoigne de façon emblématique l'inauguration en 1911 du monument néoclassique à Victor-Emmanuel II au sommet de la colline du Capitole, localisation en surplomb du Forum et en face de la coupole de Saint-Pierre imposée par Depretis contre l'avis de la Commission archéologique municipale⁵⁷.

L'idée d'une capitale charnière ne donne pas lieu à une politique permettant à la Ville Éternelle d'unir le Nord au Sud, du fait de la confirmation du choix d'une capitale neutre. Le refus de l'industrialisation de la capitale au nom de l'ordre social⁵⁸ ainsi que le financement étatique ponctuel des grands travaux dans la capitale via le système des « lois spéciales » votées très régulièrement (et notamment en 1881, 1890, 1907, 1911, 1953 et 1990) témoignent de la volonté de disjoindre à l'échelle nationale centralité politique et centralité économique. La contradiction entre la logique de capitale « charnière » et le souci d'une capitale neutre se lit dans la géographie de l'Exposition de 1911, sorte de « jubilé laïc »⁵⁹ célébrant les cinquante ans de l'Unité : à Turin sont présentées les fonctions industrielles ; à Florence, les beaux-arts ; à Rome, la culture. Elle donne lieu également à une rivalité entre capitale politique et capitale économique⁶⁰, et à une véritable « question de la capitale » qui se cristallise en 1894-1895 à l'occasion des premiers grands scandales politico-financiers romains (auxquels répond une campagne de

57. Catherine Brice, *Monumentalité publique et politique à Rome. Le Vittoriano*, Paris-Rome, De Boccard - École française de Rome, 1998, 439 p.

58. Dont le ministre des Finances de droite Quintino Sella se fait le héraut dans un fameux discours prononcé à la Chambre des députés le 27 juin 1876 : « Dans une grande agglomération d'ouvriers à Rome je verrais un véritable inconvénient, car je crois qu'ici se trouve le lieu où doivent être traitées de nombreuses questions qui requièrent une discussion intellectuelle, qui requièrent le concours de toutes les forces intellectuelles du pays, mais les mouvements populaires de grandes masses d'ouvriers ne seraient pas opportuns. Je croirais dangereuse ou du moins inadaptée une organisation de cette nature. Je pense même qu'il faut porter la production et le travail, sous toutes ses formes, dans les autres parties du royaume » (« In una soverchia agglomerazione di operai in Roma io vedrei un vero inconveniente, perché credo che qui sia il luogo dove si debbano trattare molte questioni che vogliono essere discusse intellettualmente, che richiedono l'opera di tutte le forze intellettuali del paese, ma non sarebbero opportuni gli impeti popolari di grandi masse di operai. Crederei pericoloso o almeno non conveniente un'organizzazione di questa natura. Bene io penso che debbasi spingere la produzione e il lavoro, sotto tutto le forme, nelle altre parti del regno »).

59. Gianna Piantoni (Catalogo a cura di), *Roma 1911*, Rome, De Luca, 1980, p. 27.

60. Francesco Bartolini, *Rivali d'Italia. Roma e Milano dal Settecento a oggi*, Rome-Bari, Laterza, 2006, 327 p.

presse promouvant « Milan capitale morale » de l'Italie) et perdue jusqu'à nos jours. Les choix géopolitiques effectués au moment du débat sur Rome capitale et confirmés par la suite participent ainsi de l'inachèvement de la construction nationale italienne.

Maître de conférences en géographie à l'Université de Strasbourg, Géraldine Djament-Tran a consacré sa thèse soutenue en 2005 et actuellement en voie de publication aux métamorphoses de la centralité romaine sur le long terme, en se concentrant sur les enjeux territoriaux de la transformation de la « Ville Éternelle » en capitale de l'Italie. Ses recherches de géo-histoire urbaine se poursuivent actuellement dans une perspective comparatiste et portent sur les relations entre les capitales et les processus de construction nationale, notamment en Allemagne.

RÉSUMÉ

Cet article aborde le débat sur Rome capitale (1861-1871) dans la perspective d'une étude territoriale de la construction nationale italienne. Le choix de localisation de la capitale est interprété en s'inspirant des thèses de D. Mack Smith comme la reprise cavourienne du choix spatial du Risorgimento démocratique vidé de son contenu politique et comme facteur de la victoire du Risorgimento monarchique. Le débat parlementaire et d'opinion est également analysé comme un révélateur des représentations du territoire italien au moment de l'unification. La conception d'une Italie polycentrique, terre d'histoire traversée par la question méridionale, conduit au choix de Rome comme capitale historique, capitale charnière et capitale neutre. Cette logique de désignation constitue un élément d'explication des difficultés que connaît la « Ville Éternelle » après 1871.

Mots clés : XIX^e siècle, Italie, Risorgimento, capitale, construction nationale, question méridionale.

ABSTRACT

This article treats the debate on Rome as capital city (1861-1871) with an outlook for the territorial study of the Italian nation making. Determining the capital city localization can be read according to the thesis of D. Mack Smith, both as a Cavourian spatial choice of democratic Risorgimento emptied of its political content and a victory factor of the monarchic Risorgimento. The parliamentary debate as well as the public debate reveal the representations of the Italian territory at the time of the unification. The vision of a polycentric State and the Southern Italy issue lead to the choice of Rome regarded as an historical and neutral capital city and as a bridge between northern and southern Italy. These logics of location explain the difficulties occurred to the « Eternal City » after 1871.

Key words : XIXth Century, Italy, Risorgimento, capital, nation building, Southern issue.